

Questions orales

voir s'inscrire à des cours de formation, ce qui pourrait les aider à améliorer leur chance de retourner au travail.

• (1420)

L'hon. Marcel Massé (président du Conseil privé de la Reine pour le Canada, ministre des Affaires intergouvernementales et ministre chargé du Renouveau de la fonction publique): Monsieur le Président, je répète ma position qui est que nous avons actuellement des négociations avec la province de Québec qui se poursuivent et que nous avons un accord avec la province de Québec pour éliminer les chevauchements qui existent présentement.

De plus, j'ai indiqué hier, et je le répète aujourd'hui, nous sommes en train de négocier avec les provinces un accord sur la sécurité du revenu, et nous sommes prêts à négocier dans l'intérêt des ententes qui incluent au minimum le guichet unique et qui peuvent inclure d'autres aspects de la formation de la main-d'oeuvre. Nous serons prêts, une fois la réforme terminée, à conclure des ententes plus complètes avec les provinces, y compris le Québec.

* * *

LES INDUSTRIES MILITAIRES

M. Réal Ménard (Hochelaga—Maisonnette): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Pendant la campagne électorale, le Parti libéral, dans son livre rouge, s'engageait à favoriser la reconversion des industries militaires à des fins civiles. Une fois au pouvoir, le gouvernement a, dans un premier temps, annulé le contrat des hélicoptères et dans un deuxième temps, réduit le budget du ministère de la Défense sans pour autant mettre en place des programmes de reconversion. On le constate aujourd'hui, ces décisions gouvernementales ont des impacts dévastateurs sur des entreprises comme Paramax et Oerlikon.

Le premier ministre reconnaît-il l'importance de mettre en place rapidement et sans délai, comme il s'y est engagé, une stratégie de reconversion des industries militaires afin d'atténuer l'impact sur l'emploi de la réduction des dépenses militaires du gouvernement?

L'hon. John Manley (ministre de l'Industrie): Monsieur le Président, nous sommes très conscients de la situation d'Oerlikon, mais comme le député le sait très bien, il s'écoulera encore quelques années avant que cette corporation ne doive fermer ses portes. Nous avons déjà des programmes d'aide en place pour des industries militaires au Québec et dans d'autres régions du Canada, comme Pratt et Whitney, et Canadair qui reçoivent beaucoup d'aide du gouvernement fédéral. Je voudrais suggérer au député de prendre le temps d'examiner la situation d'Oerlikon.

M. Réal Ménard (Hochelaga—Maisonnette): Monsieur le Président, le ministre est-il conscient que malgré ses tergiversations, sans une stratégie à court terme, des entreprises de haute technologie comme Paramax et Oerlikon seront contraintes de procéder à des licenciements massifs et qu'on n'a pas le goût d'attendre? Au contraire, on pense qu'il faut agir maintenant. Pourquoi renoncer à mettre en place des programmes de recher-

che et développement civils pour les entreprises militaires, pourquoi y renoncer?

[Traduction]

L'hon. John Manley (ministre de l'Industrie): Monsieur le Président, le député semble très mal connaître les programmes qui existent.

Le programme du gouvernement est exposé non seulement dans le livre rouge dont il a parlé, mais également dans le discours du Trône et le budget et il en est aussi question dans de nombreux débats que nous avons eus dans cette enceinte et auxquels le député a participé. Nous avons souligné l'importance de passer à une économie qui repose sur la connaissance et l'innovation scientifique. C'est là le programme du gouvernement et la voie dans laquelle nous nous sommes engagés.

J'espère qu'il se joindra à nous et nous aidera à parvenir à atteindre notre objectif.

* * *

L'ÉCONOMIE

M. Preston Manning (Calgary—Sud-Ouest): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Hier, le ministre des Finances a dit aux courtiers en valeurs mobilières que d'autres coupes sombres dans les dépenses étaient à prévoir et il a ajouté qu'il n'y avait rien de sacré, qu'il y avait toute une série de programmes gouvernementaux sur lesquels on n'avait pas eu le temps de s'arrêter dans le premier budget de son gouvernement.

Cependant, en mars, le premier ministre a déclaré à un auditoire d'Edmonton que toutes les réductions de dépenses pour les trois prochaines années étaient maintenant connues.

Le premier ministre va-t-il mettre un terme à ce flot de signaux contradictoires de la part du gouvernement et dire à la Chambre si oui ou non le gouvernement entend annoncer d'autres réductions de dépenses dans les mois à venir?

• (1425)

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre): Monsieur le Président, j'ai déclaré que les compressions prévues dans notre budget étaient ce dont nous avons besoin pour atteindre notre objectif de ramener le déficit à 3 p. 100 du PIB. Cependant, nous avons signalé que d'autres mesures devaient être prises.

Nous examinons un grand nombre d'autres domaines où nous pourrions sabrer. Le ministre des Affaires intergouvernementales, qui est également chargé du Renouveau de la fonction publique, examine tous les offices et toutes les commissions qui relèvent de la compétence du Parlement ou du premier ministre ou des ministres afin de voir où d'autres compressions pourraient être effectuées. Nous allons prendre d'autres mesures en ce sens et nous examinons la question à l'heure actuelle.

Je répète que le programme que nous avons présenté dans le budget est celui qui va nous permettre d'atteindre l'objectif que nous avons établi clairement durant la campagne et dans le budget lui-même, et qui consiste à faire tout ce qui est nécessaire pour réduire la taille du déficit à 3 p. 100 du PIB.